

Djemila Carron

L'acte déclencheur d'un conflit armé international



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**
FACULTÉ DE DROIT

LCDJ une marque de
lextenso

Schulthess § 2016
ÉDITIONS ROMANDES

Table des matières

Remerciements.....	v
Préface.....	vii
Table des matières.....	ix
Table des abréviations.....	xxiii
Notes de lecture	xxv
Partie 1 : Partie introductive	1
I. Introduction.....	1
II. L'importance de la question de la définition de l'acte déclencheur d'un CAI	6
III. La délimitation du sujet.....	8
IV. La terminologie.....	10
V. La méthodologie	12
A. De Manière générale.....	12
1. Introduction.....	12
2. Définir et qualifier	13
3. Notre méthode : interpréter et compléter	14
4. L'interprétation en DIP	15
5. L'application de la Convention de Vienne sur le droit des traités aux Conventions de Genève (et au Protocole I).....	17
6. La méthode interprétative de la Convention de Vienne.....	18
7. Les sources utiles à notre travail.....	24
B. Les problèmes méthodologiques.....	26
1. Les difficultés rencontrées avec les écrits sur le sujet	26
2. Une définition coutumière <i>versus</i> une définition conventionnelle de la notion de CAI.....	30

3. De l'importance de certaines sources particulières	34
3.1 De l'importance des déclarations et comportements des Etats.....	34
3.1.1 L'importance de la prise en compte de la pratique ultérieure.....	34
3.1.2 Les exigences de la pratique ultérieure	35
3.1.3 La pratique ultérieure versus une notion factuelle du CAI	38
3.2 De l'importance des résolutions du Conseil de sécurité.....	39
3.2.1 Introduction.....	39
3.2.2 L'existence d'un CAI en l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité	40
3.2.3 La création d'un CAI par une résolution du Conseil de sécurité	41
3.2.4 Les qualifications directes et indirectes par le Conseil de sécurité et leurs conséquences.....	44
VI. L'aperçu de l'historique du terme CAI	47
A. Introduction.....	47
B. La naissance de la notion de CAI.....	47
C. Le passage de la notion de « guerre » à une multiplicité de notions.....	50
D. La désuétude de la déclaration de guerre et de la reconnaissance de l'état de guerre ?	51
VII. L'aperçu du régime juridique dans et hors CAI.....	52
A. Introduction.....	52
B. La doctrine et la jurisprudence sur la question du régime dans et hors CAI.....	53
C. Les conséquences juridiques du passage à un CAI.....	54
1. Introduction	54
2. L'application de nouvelles règles	55
2.1 L'application du DCA	55
2.2 L'application du <i>ius in bello</i>	56
3. La suspension, la modification ou le déplacement de certaines règles	57
D. L'interaction entre les DH et le DCA pour notre travail.....	59
1. Introduction	59
2. Questions préliminaires sur le rapport DH-DCA	61
3. L'interaction DH-DCA en temps de CAI.....	64
3.1 De manière générale.....	64
3.2 Pour deux domaines dans lesquels cette interaction est cruciale.....	66

E. Conclusion	68
VIII. Critiques liminaires autour d'un travail de définition de l'acte déclencheur d'un CAI	69
A. Introduction.....	69
B. Quelques réflexions autour d'un travail de définition	70
1. Le silence de l'article 2 commun sur la définition du CAI.....	70
2. Une définition non juridique ?.....	71
3. De l'impossibilité de ne pas interpréter	72
4. Proposition d'interprétation <i>versus</i> proposition d'amendement.....	73
C. Réponses à quelques critiques liminaires sur l'utilité de notre travail.....	75
1. Critique en faveur de la suppression de la catégorie de CAI ?.....	75
2. Critique en faveur de la conservation d'une définition vague ?.....	78
3. Critique en faveur d'un focus sur un renforcement des institutions ?.....	80
IX. Conclusion.....	81
Partie 2 : Les questions autour de l'acte déclencheur d'un CAI	83
I. Question I : La signification des mots « Hautes Parties contractantes »	83
A. Introduction.....	83
B. L'interprétation des terme « Hautes Parties » de l'article 2 commun.....	85
1. Le sens ordinaire.....	85
2. Le contexte	87
2.1 L'article 2 commun	87
2.2 L'article 3 commun	88
2.3 Le Protocole I.....	90
2.4 Le contexte plus général des CG et du Protocole I	92
3. L'objet et le but.....	93
4. La pratique ultérieure.....	95
5. Le milieu juridique	97
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité	100
7. Conclusion	101
C. Un conflit armé entre Etats contractants.....	101
1. Le champ d'application matériel conventionnel	101

Table des matières

2. Le champ d'application matériel coutumier.....	103
D. L'application temporelle en lien avec le « Hautes Parties contractantes »	103
E. Un conflit armé avec une coalition d'Etats ou une organisation internationale	104
1. Introduction.....	104
2. Un conflit armé avec une coalition d'Etats	105
3. Un conflit armé avec une organisation internationale	106
4. Conclusion.....	112
F. La signification du mot « Etats » dans la notion de CAI	112
1. Introduction.....	112
2. La qualité d'Etat dans les définitions conventionnelle et coutumière de CAI....	113
2.1 Introduction	113
2.2 La qualité d'Etat dans la définition conventionnelle de CAI	115
2.3 La reconnaissance de la qualité d'Etat dans la définition coutumière de CAI	119
2.4 Pour une notion objective de l'Etat dans la définition du CAI	121
2.5 Conclusion.....	122
3. L'identité du gouvernement dans la définition de CAI	123
3.1 Introduction	123
3.2 L'identité du gouvernement en DIP	125
3.3 L'identité du gouvernement et la définition du CAI.....	127
3.4 Pour une notion factuelle du gouvernement d'un Etat dans la définition du CAI.....	131
3.5 Conclusion.....	131
4. Les guerres de sécession	131
4.1 Introduction	131
4.2 La création d'un nouvel Etat au cours d'une guerre de sécession.....	132
4.3 L'application du droit conventionnel des CAI lors d'une guerre de sécession	134
4.4 Conclusion.....	137
G. Conclusion.....	137
II. Question II : La nature de l'acte déclencheur	139
A. Introduction.....	139

B. Remarques liminaires.....	140
1. Les interrogations autour de la question de la nature de l'acte	140
1.1 L'application fonctionnelle au sens large	140
1.2 L'application fonctionnelle au sens restreint.....	142
1.3 Des hostilités, des actes hostiles ou un recours à la force armée entre Etats .	144
1.4 L'exclusion de certains actes	145
2. Quelques difficultés.....	145
3. Opérations de police et de lutte contre le terrorisme versus actes déclencheurs d'un CAI	146
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun	149
1. Le sens ordinaire.....	149
2. Le contexte	151
2.1 L'article 2, paragraphe 2 commun	151
2.2 Les champs d'application des CG et du PA I.....	155
2.3 Le contexte plus général des CG et du Protocole I	157
3. L'objet et le but.....	158
4. La pratique ultérieure.....	159
5. Le milieu juridique	161
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité	164
7. Conclusion.....	165
D. Des hostilités ou un recours à la force armée	166
1. Introduction.....	166
2. Les écrits sur la définition de CAI	166
3. Les écrits sur d'autres notions de DCA ou de <i>ius ad bellum</i>	167
3.1 Les écrits sur la notion de « participation directe aux hostilités »	167
3.2 Les écrits sur l'attaque au sens de l'article 49 du PA I	170
3.3 Les écrits sur la conduite des hostilités (en opposition aux opérations de police).....	173
3.4 Les écrits sur des notions de <i>ius ad bellum</i>	175
3.4.1 L'emploi de la force.....	175
a) Le type de force	175
b) La définition de la force armée.....	175
c) Opérations militaires <i>versus</i> opérations de police	177

Table des matières

d) Les 24 derniers mots de l'article 2, paragraphe 4.....	180
3.4.2 L'attaque armée.....	180
3.4.3 Conclusion.....	182
4. Certaines questions et remarques complémentaires.....	182
4.1 Les cyber opérations comme actes déclencheurs.....	182
4.2 L'intention versus le résultat.....	186
4.3 La chaîne causale.....	186
4.4 Les erreurs.....	188
4.5 L'usage indirect de la force armée.....	188
4.6 Les opérations sur mer ou dans les airs.....	189
5. Conclusions.....	192
E. La capture d'un soldat comme acte déclencheur d'un CAI.....	193
1. Introduction.....	193
2. Les constructions possibles.....	193
3. La réalité pratique.....	194
4. Les partisans de la capture en tant qu'acte déclencheur.....	195
5. Les arguments en défaveur de la capture comme acte déclencheur.....	197
6. Conclusion.....	199
F. Conclusion.....	199
III. Question III : L'intensité de l'acte déclencheur.....	201
A. Introduction.....	201
B. Remarques liminaires.....	202
1. Les différentes positions.....	202
2. Quelques difficultés.....	205
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun.....	207
1. Le sens ordinaire.....	207
2. Le contexte.....	208
2.1 L'article 2 commun.....	208
2.2 L'article 3 commun.....	209
2.3 Le contexte plus général des CG et du Protocole I.....	213
3. L'objet et le but.....	216
4. La pratique ultérieure.....	218

5. Le milieu juridique	219
5.1 Le rapport DH-DCA pour la question du seuil de violence	219
5.1.1 Un rapport entre branches de droit (ou entre régimes spéciaux).....	220
5.1.2 Un modèle binaire exclusif	221
5.1.3 Les profondes différences entre DH et DCA	222
5.1.4 Des DH plus protecteurs.....	226
5.1.5 Un seuil <i>in bello</i> qui devient du <i>contra bellum</i>	228
5.1.6 Une exception pour les actes de peu de violence ?.....	228
5.1.7 Utiliser les DH pour déterminer le champ d'application du DCA	229
5.2 Le rapport <i>ius ad bellum</i> - <i>ius in bello</i> pour la question du seuil de violence	231
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité	232
7. Conclusion.....	233
D. Une critique des travaux de l'ILA	234
1. Introduction.....	234
2. Une définition coutumière du conflit armé en DIP.....	235
3. Une définition de la notion de « conflit armé ».....	236
4. Un DIP divisé en droit de la guerre et droit de la paix.....	237
5. L'argument humanitaire.....	237
6. La volonté de s'opposer à l'application du DCA à la lutte contre le terrorisme.	238
7. Une certaine conception de la création d'une norme de droit coutumier.....	238
8. Quelques arguments de fond	243
9. Conclusion.....	244
E. Un critère de durée, les actes isolés et unilatéraux et le cumul d'actes.....	246
1. Introduction.....	246
2. Un critère de durée ?	246
3. Un acte unilatéral comme acte déclencheur ?.....	250
4. Le cumul d'actes non déclencheurs ?.....	252
F. Conclusion.....	253
IV. Question IV : La provenance de l'acte déclencheur.....	255
A. Introduction.....	255
B. Remarques liminaires.....	256

1. Les interrogations autour de la provenance de l'acte.....	256
2. Quelques difficultés.....	260
3. Les différents tests d'attribution.....	261
3.1 L'attribution d'un comportement à un Etat en DIP.....	261
3.1.1 Introduction.....	261
3.1.2 Organes de iure et individus et entités assimilés.....	262
a) Définition.....	262
b) Conditions d'attribution.....	264
3.1.3 Personnes ou groupes de personnes sous la direction ou le contrôle d'un Etat (<i>organes de facto</i>).....	265
a) Définition.....	265
b) Conditions d'attribution.....	267
3.1.4 Reconnaissance d'un comportement <i>a posteriori</i>	268
3.2 L'attribution d'un comportement à un Etat selon le DCA.....	268
3.2.1 Introduction.....	268
3.2.2 Controverse sur la signification de l'article 91 du Protocole I.....	270
3.3 L'attribution d'un comportement à un Etat en matière d'internationalisation.....	271
3.4 Une discussion de la controverse entre les contrôles développés par la CIJ et le TPIY.....	273
3.5 La nécessité de suivre un des tests proposés ?.....	275
3.5.1 La nécessité de suivre le test de l'attribution en matière de responsabilité proposé par le DIP et le DCA ?.....	275
3.5.2 La nécessité de suivre le test de l'attribution en matière d'internationalisation ?.....	278
3.5.3 Un test spécifique.....	279
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun.....	280
1. Le sens ordinaire.....	280
2. Le contexte.....	283
2.1 L'article 2, paragraphe 2 commun : l'occupation sans résistance.....	283
2.2 L'article 2, paragraphe 2 commun : l'occupation.....	285
2.3 L'article 3 commun.....	287
2.4 Les champs d'application des CG et du PA I.....	288
3. L'objet et le but.....	289

4. La pratique ultérieure.....	292
5. Le milieu juridique	296
5.1 Introduction	296
5.2 Le <i>ius ad bellum</i>	297
5.3 Les DH, le droit interne et les règles de <i>law enforcement</i>	299
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité	301
7. Conclusion	301
D. Le test pour déterminer la provenance de l'acte déclencheur d'un CAI	302
1. Introduction.....	302
2. L'identité de l'organe déclencheur	302
2.1 Introduction	302
2.2 Les enseignements de l'interprétation.....	303
2.3 Les détails de l'identité de l'organe déclencheur	303
3. Un acte à titre privé ou public ?	306
3.1 Introduction	306
3.2 Notre raisonnement.....	306
4. La nécessité d'agir sur la base d'instructions	309
4.1 Introduction	309
4.2 Notre raisonnement.....	310
4.3 Les détails de la nécessité d'instructions	312
5. Les situations d'erreur.....	314
5.1 Introduction	314
5.2 Une erreur ou une absence d'instructions ?	314
5.3 L'erreur d'interprétation.....	316
E. Conclusion	317
V. Question V : La cible de l'acte déclencheur	319
A. Introduction.....	319
B. Remarques liminaires.....	320
1. Les trois positions générales autour de la question de la cible	320
2. Quelques difficultés.....	322
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun	323

1. Le sens ordinaire.....	324
2. Le contexte	325
2.1 L'article 2, paragraphe 2 commun	325
2.2 L'article 3 commun	326
3. L'objet et le but.....	328
4. Le milieu juridique	331
4.1 Le ius ad bellum.....	331
4.2 Les DH.....	335
4.3 Le droit des CANI.....	336
4.4 Un droit évolutif	336
5. La pratique ultérieure.....	337
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité	338
7. Conclusion	340
D. Le test pour déterminer la cible de l'acte déclencheur d'un CAI	341
1. Propos généraux.....	341
1.1 Une règle et trois exceptions	341
1.2 La question de l'intention hostile finale.....	343
1.3 Le consentement et son absence	344
1.4 Conclusion.....	345
2. L'analyse détaillée des trois exceptions.....	346
2.1 Les attaques contre un individu/bien visé pour ses qualités (1ère exception)	346
2.1.1 Introduction	346
2.1.2 La délimitation entre la 1ère exception et la règle	346
a) L'importance de la localisation de l'attaque.....	346
b) Les relations entre les acteurs concernés	348
c) Les déclarations et actions de l'Etat intervenant.....	349
d) Le régime juridique suivi par l'Etat intervenant.....	349
e) Les déclarations et réactions de l'Etat territorial.....	350
2.1.3 Remarques complémentaires	351
a) Un indice de nationalité ?	351
b) L'influence de la gravité des attaques sur la qualification ?	352

c) Des actions hors CAI complétées par un CAI ?.....	353
2.2 Les attaques contre un GA (ou la qualification des CAT) (2ème exception).	353
2.2.1 Introduction.....	353
2.2.2 Les différentes positions sur la qualification des CAT.....	356
a) La position du consentement.....	356
b) La position souverainiste.....	358
c) La position identitaire.....	361
d) Conclusion.....	363
2.2.3 La délimitation entre la 2ème exception et la règle.....	363
a) L'existence d'un CANI et d'un GA partie à ce CANI.....	363
b) Le rattachement de la cible au GA partie à un CANI.....	365
2.2.4 Remarques complémentaires.....	367
a) Le complément indispensable du <i>ius ad bellum</i>	367
b) Un seuil de violence CAT spécifique ?.....	368
c) L'influence de la gravité des attaques sur la qualification des CAT ?.....	370
d) Un CANI complété par un CAI ?.....	371
e) L'occupation de l'Etat B au cours des hostilités entre A et C.....	372
f) Le recours légal à la force de A contre C sans accord de B.....	374
2.3 Les attaques contre un Etat tiers (3ème exception).....	375
2.3.1 Introduction.....	375
2.3.2 La délimitation entre la 3ème exception et la règle.....	376
a) L'existence d'une manifestation extérieure d'un Etat.....	376
b) Les déclarations et actions de l'Etat intervenant.....	378
c) Les déclarations et réactions de l'Etat dont les manifestations extérieures sont atteintes.....	379
d) Les déclarations et réactions de l'Etat territorial ?.....	379
e) Les relations entre les acteurs concernés.....	380
f) L'importance de la localisation de l'attaque.....	381
2.3.3 Remarques complémentaires.....	381
a) L'influence de la gravité des attaques sur la qualification ?.....	381
b) Un CAI complété par un deuxième CAI ?.....	382
c) L'atteinte de manifestations extérieures sur le territoire de l'Etat intervenant ou hors de tout territoire étatique.....	383

2.4 Les délimitations entre les différentes exceptions à la règle.....	384
E. Conclusion	387
VI. Question VI : La nécessité d'un <i>animus belligerendi</i> ?.....	389
A. Introduction.....	389
B. Propos liminaires	392
1. La réponse à certaines questions doctrinales et jurisprudentielles.....	392
2. L' <i>animus</i> d'user de la force armée	393
3. L' <i>animus</i> d'être dans un CAI ou dans un état de guerre.....	397
C. L'interprétation du terme CAI de l'article 2 commun	397
1. Le sens ordinaire.....	397
2. Le contexte	398
3. L'objet et le but.....	402
4. Le milieu juridique	403
5. La pratique ultérieure.....	403
6. Les travaux préparatoires et les circonstances entourant la conclusion du traité	405
D. Conclusion.....	406
VII. Question complémentaire : L'internationalisation d'un CANI.....	409
A. Introduction.....	409
B. Les différentes positions	412
1. La doctrine et la jurisprudence	412
1.1 Les situations qui entraînent l'internationalisation.....	413
1.2 L'intervention indirecte et la question du contrôle.....	414
1.3 L'intervention directe et son degré	416
1.4 L'internationalisation en bloc ou par faisceaux.....	417
2. Notre position	421
2.1 L'internationalisation de l'intérieur	421
2.2 L'internationalisation de l'extérieur.....	422
2.2.1 Introduction.....	422
2.2.2 L'intervention contre qui ?.....	422
2.2.3 L'intervention pour ou par qui ?	423

a) L'intervention indirecte	423
b) L'intervention directe	427
2.2.4 Les arguments	428
2.2.5 Des exceptions à notre modèle ?.....	430
2.2.6 La relativisation des dissensions	432
C. Conclusion.....	432
Conclusion	433
I. Introduction.....	433
II. Les fondements de notre travail.....	434
III. Le survol des résultats aux questions autour de l'acte déclencheur.....	435
A. Question I : la signification des mots « Hautes Parties contractantes »	435
B. Question II : la nature de l'acte déclencheur	436
C. Question III : l'intensité de l'acte déclencheur	438
D. Question IV : la provenance de l'acte déclencheur	439
E. Question V : la cible de l'acte déclencheur	441
F. Question VI : la nécessité d'un <i>animus belligerendi</i> ?.....	442
G. Question complémentaire VII : l'internationalisation d'un CANI.....	443
IV. Les interactions entre les réponses aux questions autour de l'acte déclencheur	445
V. Les autres résultats importants de notre essai.....	446
VI. Quelques conclusions plus générales.....	447
A. La méthode interprétative de la Convention de Vienne et ses limites.....	447
B. La topicité et la licéité de l'acte déclencheur versus sa définition.....	449
C. Les tensions autour des déclarations et des comportements des Etats.....	449
D. L'utilité du travail définitionnel	450
VII. Des évolutions possibles et des pistes à creuser	451
Bibliographie.....	453
Traités et déclarations.....	453
Jurisprudence et sentences arbitrales	454
Doctrines.....	456
Manuels militaires.....	479

Table des matières

Déclarations d'Etats.....	480
Documents de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes	481
Documents du CICR.....	483
Travaux préparatoires aux conférences diplomatiques de traités de DCA.....	484
Contributions en ligne.....	485
Articles et communiqués de presse.....	487
Autres documents	489